

REVUE
DES
DEUX MONDES

LXXIX^e ANNÉE. — CINQUIÈME PÉRIODE

TOME CINQUANTE-DEUXIÈME

101622
27/4/10.

PARIS
BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES
RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15
—
1909

L'Inde aux Indous

Albert Davin



Bureau de la Revue des Deux Mondes, Revue des Deux Mondes, Paris,
1909

Exporté de Wikisource le 14 juillet 2026

L'INDE AUX INDOUS

Le 1^{er} juillet dernier, un crime odieux a causé à Londres et dans toute l'Angleterre une émotion profonde. Un étudiant indou nommé Dhingra, élève depuis trois ans de l'*University College*, a tué à coups de revolver le lieutenant-colonel sir William-Hutt Curzon Wyllie, aide de camp et adjudant politique de lord Morley, secrétaire d'État pour l'Inde. Sir W.-H. Curzon sortait de l'Impérial Institute, où il s'était rendu sur l'invitation de l'*Indian Association*, lorsqu'il a été frappé de plusieurs balles à la tête : un médecin parsi, le docteur Carvas Lalcala, qui s'est précipité pour lui faire un rempart de son corps, a été tué sur son cadavre. Le caractère politique de l'assassinat n'a, dès le premier moment, fait doute pour personne. On savait qu'une grande agitation existait dans l'Inde ; mais le mal est apparu plus grave encore qu'on ne le croyait, lorsqu'un fanatisme meurtrier est venu frapper, en plein Londres, un homme connu de tous pour son caractère sympathique et conciliant. L'événement a rendu plus actuelles, plus pressantes, plus angoissantes aussi les questions qui se pressaient déjà dans les esprits au sujet de la situation de l'Inde, et, puisque tout le monde en parle en Angleterre, nous en dirons un mot à notre tour, en remontant en arrière, à quelques années seulement.

En 1905, pour la première fois dans les temps modernes, l'Asie triompha de l'Europe. La victoire des Nippons, éclatant comme un clair coup de gong dans la nuit calme, a secoué la torpeur asiatique. Jaunes et noirs se sont

frotté les yeux en criant : « La Chine aux Chinois ! » « La Perse aux Persans ! » « L'Inde aux Indous ! » Dans l'Inde, cette exclamation répond à un mouvement d'une gravité singulière, parce que l'agitation, loin d'être l'œuvre de propagandistes isolés et quelconques, obéit au mot d'ordre d'hommes influents, de *Babous*, disciples des maîtres occidentaux. À Bombay, c'est le brahmane Tilak et l'avocat indou Growdhurry *leader* du *Swadeshi Movement* : à Calcutta, ce sont : Arabinos Ghose, ancien élève de l'université de Cambridge, le fanatique Banerjee, Dadabhai Naoroji, ancien député aux Communes, le journaliste Bepin Chandra Pal ; à Lahore, c'est l'avocat Lapjat Raï, principal instigateur des troubles.

Que demandent ces intellectuels mécontents, qui recrutent chaque jour des adhérents nouveaux ? Les plus hardis voudraient tout supprimer : les castes, les religions, mais surtout les Anglais. Les modérés réclament pour aujourd'hui le *self government* et pour demain l'affranchissement intégral de l'Inde. Depuis Moukden et Tsushima, ces révolutionnaires savent que les Européens ne sont pas invincibles. De là à vouloir les chasser pour vivre sans eux, il n'y a pas loin. Cette expulsion leur paraît réalisable : Nous sommes 300 millions, disent-ils, sur le sol natal ; les Anglais ne sont que 150 000. Pourquoi 2 000 contre 1 ne feraient-ils pas ce qu'ont fait les Nippons ?

On pourrait leur répondre que l'Inde ne constitue pas une nation, pour le moment. Sa population hétérogène, loin de former un bloc cohérent comme celle du Japon dont les *Babous* parlent si volontiers, n'est qu'un mélange de groupes aussi dissemblables parfois que les Espagnols et les Norvégiens, avec une infinie variété d'idiomes, de religions et de coutumes. La « jeune Inde » a beau citer les Suisses comme peuple à plusieurs langues, elle ne convaincra personne. On ne saurait comparer un État, quel qu'il soit, d'Europe ou d'Amérique à une multitude ignorante, sans aucune notion de politique intérieure et extérieure, dénuée de toute expérience, incapable d'organiser le chaos, plus encore d'appliquer les règles du *self government*.

Au point de vue politique, les Indous sont sujets ou protégés anglais. Au nombre de 65 millions, ils conservent leurs chefs héréditaires, ombres de souverains, qui, sous une tutelle rigoureuse, exercent un pouvoir apparent, comme le bey de Tunis ou Sisowath. Défense de voyager en Europe sans l'autorisation du vice-roi, ni de conclure entre eux des rapprochements par

coalition ou par mariage. Ainsi, le réseau des 690 États indigènes qui occupent les 3/7 de la superficie totale, habilement enchevêtrés dans l'Inde anglaise comme les pièces d'un ouvrage de marqueterie, constitue, au profit des suzerains, une assurance contre une révolte généralisée. C'est la digue qui détourne un torrent, ou le brise-lames qui sépare le large où gronde la tempête du port calme comme un miroir.

Actuellement, souffle sur le pays un vent de révolte, aux rafales lourdes comme un ouragan des tropiques. Les ondes que soulève cette agitation se propagent à la fois par les journaux, très répandus, par le pamphlet qui s'insinue partout, par les sociétés secrètes multipliées à l'infini, par les meetings et les congrès qui agitent de vagues remous les masses populaires illettrées.

Le vice-roi combat la propagande révolutionnaire, sous ses formes diverses. D'abord, les journaux, avec leurs appels directs à la rébellion, sont l'objet de poursuites rigoureuses. On suspend de nombreuses feuilles indigènes, pour théories séditeuses et propagande anti-anglaise ; par exemple, la *Sandhia*, dont le directeur refusa nettement de prendre part aux débats du procès : « Je n'ai point décompte à rendre, déclara-t-il, au sujet d'une mission divine pour le relèvement de l'Inde, à des étrangers dont la domination entrave le développement normal du pays. »

Quelques jours après, le tribunal infligeait cinq ans d'exil au propriétaire du journal indigène *India*, de Madras.

Ceci se passait à la fin de 1907. Mais, les délits de presse et d'opinion n'étaient point chose nouvelle. Auparavant, Tilak, anarchiste militant, audacieux combatif, publiait une feuille indoue, le *Kesari*, et une autre en anglais, le *Mahratte*. A la fois brahmane et érudit en choses de l'Occident, persuadé que, seule l'indépendance complète satisfera les aspirations de ses compatriotes, cet homme rêve d'une confédération autonome. Les moyens d'arriver au but ? Le boycottage des marchandises britanniques et la résistance passive. Ce programme, répandu à des milliers d'exemplaires, lui valut dix-huit mois de prison.

Vers le même temps, un journal de Calcutta, le *Bande Mataram*^[1], écrivait en termes modérés, mais péremptoires : « Le moment est venu de dire nettement aux Anglais, nos amis, que, malgré toute notre

reconnaissance pour eux, nous souhaitons l'autonomie du gouvernement de l'Inde et son affranchissement de tout contrôle britannique. » Les Bengalais commençaient par des conseils ironiquement affectueux et ils finissaient par des bombes. Le 1^{er} mai 1908, à Mouzaffarpore, une bombe lancée contre l'habitation d'un magistrat tue deux dames anglaises et leur cocher ; au mois de novembre suivant, nouvelle bombe sur un train rempli de voyageurs anglais. Puis, deux engins éclatent près d'un convoi où se trouvait M. Hume, avocat général. Tilak sépare nettement ces *patriotes* de la tourbe des anarchistes vulgaires : « L'anarchiste américain qui assassine un millionnaire par la seule raison qu'il est millionnaire, est un homme, tandis que le patriote russe exaspéré, qui, dans son désespoir, lance une bombe parce que les fonctionnaires du Tsar refusent la Douma à son pays, est un être bien différent. Nul ne devrait ignorer que les bombes bengalaises n'appartiennent pas à la première catégorie, mais à la deuxième. » La police, perquisitionnant chez cet agitateur, trouva plusieurs listes de matières explosibles avec leurs modes de fabrication.

Il est peu probable que ces gestes criminels restent isolés, car les excitations continuent. Le journal *Yugantar* (l'Ère nouvelle), dûment suspendu, prêche encore, sous forme de brochure, le massacre des blancs. Son directeur, vétéran de l'anarchie, a déjà fait un an de *hard labour*, pour incitation à la révolte à main armée (1907). La police a découvert, dans les bureaux de ce périodique, les épreuves d'un manuel de maniement d'armes, à l'usage des Bengalais.

Moins saisissables sont les pamphlets, œuvres de sociétés secrètes, anonymes, d'un format réduit, à circulation mystérieuse. Ces feuilles volantes, monocordes, publient des variations sur le « départ » des Anglais : « Les tyrans devraient savoir que, lorsque les Indous sortiront vainqueurs de leur lutte contre le despotisme, ils auront à peine le temps de quitter le pays sains et saufs. Aussi, dans leur intérêt, nous leur conseillons de se tenir prêts à décamper avec armes et bagages. » L'administration anglaise est-elle juste ou injuste ? Peu leur importe. Elle n'est pas indigène. Il faut qu'elle disparaisse.

D'insaisissables émissaires affichent des placards séditions, que la police arrache avec plus d'ardeur que de rapidité. Des commentateurs les paraphrasent devant la foule crédule, le long des ruelles bordées de

paillottes, sous les figuiers banians, quand une fraîcheur relative, succédant à la chaleur accablante du jour, réveille les villages endormis.

Depuis vingt-cinq ans, à date fixe, les Indous des premières castes assemblent chaque année, en « Congrès national, » des groupes indigènes, moins pour discuter leurs intérêts en commun, que pour préconiser devant eux la violence et la révolte. Obéissante, silencieuse, immobile, la foule noire aux turbans blancs écoute les orateurs qui tonnent contre le régime anglais, en réclamant pour l'Inde une liberté sans limite. Savez-vous qui sont ces agitateurs si libéraux et si patriotes ? Très souvent des brahmanes, qui, par leur caste et leurs fonctions, incarnent un despotisme tyrannique. Bien que les Anglais leur aient rogné les ongles et malgré des prohibitions formelles, ces barbares, à l'occasion, poussent encore une veuve sur le bûcher de son mari. En cachette, bien entendu, loin de la police, dans les districts sauvages et les coins ignorés. Ces hommes sont-ils mûrs pour la liberté ?

La première de ces réunions, tenue à Bombay en 1885, véritable assemblée pour rire, ne comptait que 70 délégués, soit un représentant pour 4 millions d'indigènes. Depuis, le nombre des députés suit une courbe ascendante. Le deuxième congrès en réunissait 463 ; le troisième, 2 000 ; enfin, en 1906, ils étaient 10 000. Alors, au lieu de sourire avec indulgence comme vingt ans auparavant, l'autorité songea.

Le Congrès de 1906 s'ouvrit à Calcutta, sous la présidence du parsi Dadabhai Naoroji. Ce patriarche octogénaire dirigea les débats avec l'autorité que donne un long passé politique. Fondateur, dès 1855, d'une maison de commerce à Londres, il fréquenta plus tard assidûment les Communes, où l'envoyèrent, en 1893, les libéraux de Finsburg. Rentré dans son pays, très expert en affaires, anglophobe, plus indou que jamais, il prit une part active aux manœuvres anti-européennes, préconisant une action énergique en faveur de l'autonomie par le *Swadeshi Movement*. Aux yeux des intransigeants, ces deux mots résument le boycottage intégral. Non seulement la mise en interdit des importations du Royaume-Uni, mais le refus de toute assistance aux Anglais : les soldats désertant le drapeau suzerain ; les nombreux domestiques indigènes fuyant le *home*, avec impossibilité pour les maîtres de trouver des remplaçants. C'est le vide organisé autour des dominateurs. Voilà la théorie. Mais, établir un plan de

campagne et en assurer la complète exécution, sont deux choses fort différentes. L'heure de la réalisation n'a point encore sonné.

Dédaignant de cacher son jeu, Naoroji *travaille* en pleine lumière, non sans ostentation, devant la foule idolâtre. Un carrosse à quatre chevaux le conduisit au Congrès, avec un roulement de grande marée déferlant sur une plage. À l'en tour, des groupes hurlant agitaient des bannières avec cette inscription : « Vive le boycottage des marchandises anglaises ! » Dans son discours d'ouverture, Naoroji compara l'Inde aux autres colonies britanniques, insistant sur « la misérable condition politique où les dominateurs l'ont réduite. » On parla pendant trois jours, et, le lendemain de la dernière séance, des délégués remirent une liste de revendications à lord Minto.

Le congrès suivant (1907) fut marqué par la scission des deux groupes, intransigeants et modérés, qui se partagent ces assemblées. Sous la menace et les violences de Tilak, chef des intransigeants, la réunion se sépara sans avoir pu nommer son président.

Les *Babous*, les Indous des premières castes, les parsis qui conduisent le mouvement, ne cherchent point à infuser dans les cœurs « le paisible amour de la loi ; » ils s'efforcent au contraire de fixer les idées d'indépendance qui flottent dans l'air, et, pour être compris, ils intercalent un verre grossissant entre les faits et leurs auditeurs. Dans quelle mesure ces avocats populaires réussissent-ils à convaincre ? Quelle action exercent-ils sur ces artisans paisibles, d'allure indifférente, si grossiers par leur instruction, leur éducation, leur manière de vivre ? Malgré les bagarres, le boycottage, les théories révolutionnaires et le fracas des bombes, les escamoteurs continuent, avec flegme, devant la foule ébahie, à tirer de petits tas de sable des manguiers en fleur ; d'autres dressent des cobras et disent la bonne aventure ; des femmes, aux attitudes hiératiques, circulent à pas lents, avec un vase de cuivre poli en équilibre sur la tête. Parquées entre de hautes cloisons, les castes résignées, sourdes aux appels claironnants, suivent des sillons parallèles. Rien ne paraît changé. Cependant, les soldats qui ont combattu pour l'Empire dans le Sud-africain, les coolies retour de Panama, ceux qui rentrent des sucreries des Antilles et des placers de la Guyane, racontent leurs impressions aux campagnards qui repiquent le riz et à ceux qui viennent vendre leurs produits au marché. De rares éclairs traversent la

nuit de ces intelligences ; peu à peu, le niveau intellectuel s'élève ; le milieu est moins mal préparé à concevoir les théories réformistes. Mais ce mouvement, très lent, s'exerce, on peut le dire, en spirale, comme le progrès de l'esprit humain.

Entourés du prestige de leur caste comme d'une auréole, ces *leaders* possèdent assez d'autorité pour canaliser les théories nouvelles ; ils ont la souplesse et l'éloquence diffuses nécessaires pour les mettre à portée de leurs auditeurs. Ils ont l'imagination de leurs compatriotes, fantastique, désordonnée, sans frein. Aussi les orateurs enflent-ils démesurément leurs récits, en faisant miroiter aux yeux de la foule un enchevêtrement de pensées et d'images, « s'émervillant eux-mêmes sous le fourmillement de leurs propres créations. » Les Indous des premières castes, — exerçant sur ces êtres simples une influence très réelle, — leur inculquent à la longue des notions sommaires sur la patrie indienne, l'unité désirable de ses peuples et le dommage que cause à l'Inde la toute-puissance dominatrice. D'où, nécessité pour la collectivité d'agir en vue de chasser les Européens et de reprendre la direction de ses destinées.

D'abord, les vice-rois ne prêtèrent qu'une attention distraite à ces assemblées, sans influence, croyaient-ils, sur l'exercice de la suprématie, mais qui entretenaient, en réalité, un esprit de révolte, origine de toutes sortes de manifestations bruyantes. Chauffée à blanc, la jeunesse chantait à pleins poumons l'hymne national, les grèves se multipliaient, les émeutiers distribuaient des proclamations, les pamphlets circulaient. Des agitateurs fanatiques déposaient çà et là le virus de la rébellion. Des troubles éclataient en des points si éloignés les uns des autres, que l'on crut à une agitation préparée de longue main, à l'explosion concertée du mécontentement général. Signalé à Madras où des patrouilles parcouraient les rues, le mouvement xénophobe gagna Cachemire, où les Indous des castes supérieures achetèrent par souscription tout le sucre de betterave disponible, pour le détruire à loisir. À Delhi, les révolutionnaires se contentèrent de dévaster quelques magasins, et, en manière de protestation, de découronner la statue de la reine Victoria. L'émeute, intense à Lahore, fut renforcée par une grève de chemin de fer. Des bandes de paysans, que les rebelles armaient de gourdins, fourmillaient dans la ville et les faubourgs. L'agitation atteignit son maximum au Bengale (1905), à la suite du

morcellement en deux fractions de ce très important district, où vivaient 75 millions d'habitants. Ce remaniement territorial, destiné à faciliter l'administration, amena dans l'une des divisions la supériorité numérique des musulmans sur les Indous. Résultat : *meetings* monstres, protestations, désordres graves à dominante antianglaise.

Banerjee, fauteur des troubles, couronné roi du Bengale en septembre 1906, enracina, par ses imprécations, au cœur du peuple, une aversion profonde pour les étrangers. Cet agitateur, qui connaît les replis intimes de l'âme indigène, frappa le but, en touchant la corde religieuse :

« La graisse, le sang, les os des vaches, des porcs et autres animaux, sont employés dans les usines étrangères. On raffine le sucre avec du sang de porc (pour en dégoûter les musulmans) et du sang de vache (pour les Indous). Indous et musulmans, abstenez-vous, par sentiment religieux, de toucher aux produits de ces usines. » C'était l'exhortation non déguisée au boycottage.

À la fin de la cérémonie, on distribua aux assistans la poussière des sandales de Banerjee, au cri mille fois répété de : « Vive notre pays natal ! »

Sans prendre au tragique le fond ni la forme burlesque de cet incident, les détails dénotent, parmi les Bengalais, un état d'âme très particulier.

Les troubles augmentèrent quand le tribunal condamna Bepin Chandra Pal, journaliste d'avant-garde (septembre 1907). Sir Fuller, lieutenant gouverneur, tenta d'étouffer ces manifestations par la « manière forte. » Vainement il proscrivait l'hymne bengali : « Avec 140 millions de mains pour tenir l'épée, le Bengale est-il impuissant ? » Le gouvernement l'appela « à d'autres fonctions, » et le mouvement révolutionnaire poursuivit son cours avec âpreté. Au milieu de cette agitation politique, seuls, les musulmans sont restés inébranlables. Ces 80 millions d'hommes, pépinière d'excellens soldats, considèrent Edouard VII comme leur propre souverain. Le gouvernement met à profit ces bonnes dispositions. Par un procédé vieux comme le monde, il s'efforce de diviser pour régner, en opposant les Indous désunis par les castes au bloc compact des musulmans. De leur côté, les Indous font des avances aux sectateurs de Mahomet. Pour chasser les Anglais, Banerjee prône sans cesse la coopération indo-musulmane. Or, les mahométans, qui sont les moins nombreux, n'éprouvent point un désir

immodéré de tomber sous la férule indoue. Ils restent à l'écart du mouvement xénophobe et s'opposent au boycottage des produits britanniques, sans aucune raison de manifester de l'enthousiasme pour l'Angleterre, qui a, jusqu'ici, négligé de les combler de faveurs. Si bien que récemment ce groupe a réclamé de lord Minto la même participation que les Indous aux emplois publics. Mais l'autorité est désarmée, car les examens servent de critérium, et les Indous les passent mieux que les mahométans.

Au commencement de 1909, l'antagonisme indo-musulman a pris un réel caractère d'acuité. Les uns sacrifient des vaches que les Indous révèrent ; les Indous profanent les mosquées. D'où, scènes de pugilat, coups de revolver et bagarres à étendue limitée. Pendant ce temps, on oublie les théories séparatistes. La police et la troupe remplissent un rôle plus aisé : réprimer l'ardeur dans les deux camps. Ces troubles prendraient un caractère très grave, si les indigènes possédaient des fusils et des balles. Aussi l'autorité réprime-t-elle sévèrement l'importation clandestine des armes. Assez souvent, elle saisit en douane des caisses de fusils, étiquetées « machines à coudre, » et des boîtes de dynamite avec la marque « lait condensé. » Mais, combien de ces envois échappent à sa surveillance ! Parfois, les contrebandiers débarquent les colis suspects à Chandernagor, d'où ils passent aisément la frontière. À la demande de la Grande-Bretagne, le gouvernement français a renforcé les mesures restrictives de l'achat et de la détention des armes par les indigènes.

Cet ensemble de faits caractérise l'agitation tumultueuse qui désole, par accès, ce vaste pays. Ce mouvement a des causes ; il a aussi des remèdes.



Les causes du mécontentement et des aspirations séparatistes des Indous sont multiples.

Depuis longtemps, les intellectuels modérés demandent que les indigènes soient traités sur un pied d'égalité avec les Européens, surtout en ce qui concerne la répartition des emplois. Ils réclament en outre une part équitable dans l'administration de leur pays ; car on ne consulte jamais que

les Anglais et, dans les affaires qui touchent de plus près les Indous, l'opinion des intéressés ne pèse pas une once. Ils souhaitent la réduction du temps de service dans l'armée et la création d'écoles militaires pour les jeunes indigènes qui pourraient prétendre, plus tard, à tous les grades, aussi bien que les Anglais. Ils ajoutent quelques autres vœux : développement de l'enseignement scientifique, agricole, industriel ; dégrèvement des impôts parallèlement aux excédents de recettes^[2] ; amélioration des voies de communication ; cessation de l'abus qui consiste à payer sur le budget de l'Inde les expéditions militaires à l'extérieur, en Chine, au Transvaal, en Égypte, et ailleurs ; droit d'émigrer dans les colonies britanniques, suivant la loi de l'offre et de la demande. Sur ce point particulier, les colonies font des objections, surtout l'Australie qui dirige une croisade contre les hommes de couleur. Enfin, les Indous voudraient pouvoir exposer leurs vœux au gouvernement.

Ces réclamations paraissent logiques, dans leur ensemble. À titre d'exemple, voici quelques explications sur le premier point. L'autorité nomme volontiers les indigènes cantonniers, mais non pas juges. Elle leur abandonne, comme une aumône, les trois cinquièmes des emplois inférieurs, en les écartant résolument des charges élevées. Ainsi, 1 370 fonctionnaires, au traitement de 20 000 francs, ne comptent que 92 Indous (6,6 p. 100). Mais, sur 27 000 agents dont la solde varie entre 1 500 et 2 000 francs, 16 283 (60,5 p. 100) sont Indous. Ces proportions appellent un remaniement. Lord Morley l'a compris : dès 1904, il se prononçait pour l'admission des natifs aux charges importantes.

En faisant tête à l'orage, le gouvernement cherche à donner quelques satisfactions aux intellectuels. Mais, dans sa course à la recherche du mieux, ses fonctionnaires ne le secondent pas avec tout le zèle, ou du moins toute l'efficacité désirable. Il n'y a pas plus de mélange, a-t-on dit, entre les Anglais et les Indous, qu'entre l'huile et l'eau. C'est l'exactitude même. La société blanche vit en marge de la population noire. Chaque ville possède un club, qui, théoriquement, admet les Indous parmi ses membres. Y rencontre-t-on par hasard un magistrat indigène ? C'est une exception surprenante. Un *bowling*, où Anglais et Indous, les pesantes boules en main, rivaliseraient de force musculaire, constituerait un exemple rarissime. Un

tennis où ils se renverraient les balles, serait chose inouïe, surtout si des Européennes tenaient en main la raquette.

Fidèles à cet esprit, les administrateurs dédaignent ouvertement les indigènes, malgré le problème compliqué qui se dresse devant eux : maintenir, parmi la mosaïque de ces peuples, le calme et le prestige britannique. Comment trouver la solution ? Comment même poser une équation, si l'on n'a que des quantités inconnues à y faire entrer, si l'on ignore tout des habitants, leurs coutumes, leurs aspirations, leurs besoins ? Le général Gordon comprenait autrement ce rôle : « Pour gouverner les hommes, disait-il, il n'y a qu'un moyen qui soit éternellement vrai. Mettez-vous dans leur peau. Essayez de comprendre leurs sentimens à fond. C'est le secret du gouvernement. » On ne saurait mieux dire.

Lord Curzon^[3] se demandait : « Qu'y a-t-il au cœur de ces millions d'êtres ? Où les menons-nous ? Que deviendra tout cela ? Où est le but ? » Ces quatre questions, lord Curzon les a transmises à ses successeurs. Il en chercha pourtant les réponses, parcourant le pays, s'inquiétant des besoins des natifs et veillant lui-même à l'exécution de ses décisions. Il réforma la police, améliora l'enseignement, les routes, les canaux d'irrigation. Mais l'extérieur l'absorbait. Impérialiste ardent, homme aux initiatives hardies, doué d'une opiniâtreté peu commune, persuadé que « l'Inde deviendra de plus en plus la frontière stratégique de l'empire britannique, » il s'occupa beaucoup de politique extérieure. Il assura la sécurité des frontières ; il l'assura même fort loin, du côté de l'Arabie, du golfe Persique, du Thibet. On connaît sa théorie des glacis de l'Himalaya et ses manœuvres auprès des scheiks influents du golfe Persique pour établir la priorité de l'Angleterre et empêcher les Allemands d'adopter sans négociation préalable Koweït comme point terminus de la ligne de Bagdad.

Comme les commerçans anglais qui cherchent seulement à brasser des affaires, sans souci de ce qui se passe autour d'eux, les fonctionnaires se désintéressent du pays. Ils ne conservent pas, comme autrefois, longuement le contact ; ils ne cherchent plus, sur les contreforts de l'Himalaya, parmi les rhododendrons en fleur, un lieu en harmonie, par son altitude, avec leur tempérament, pour en faire un centre principal.

La saison chaude réunit la plupart d'entre eux dans les montagnes du Nord, comme l'été réunit les diplomates de Rome sur les hauteurs de Camaldoli. Mais, s'ils obtiennent un congé, vite ils partent pour l'Europe. Circonstance aggravante, ces agents manquent de souplesse ; leur raideur envers les Indous, vieux reste d'un passé disparu, contraste avec la marche des idées. Au lieu de se rapprocher tout au moins de ceux qui offrent une certaine surface par des examens passés avec succès, et une influence réelle comme journalistes ou littérateurs, ils se contentent de répéter le mot de lord Curzon : « L'Inde est un réservoir de troupes et de main-d'œuvre, » en ajoutant tout bas, en guise de commentaire : Cette région, quatorze fois grande comme le Royaume-Uni, n'est qu'une propriété de rapport, une simple ferme à exploiter. Seulement, il ne faut pas que la révolte des fermiers amène la fin de l'exploitation.

Lord Morley ne pense point ainsi : « Les mauvaises manières et une supériorité injurieuse sont, dit-il, désagréables en, tout pays ; mais l'Inde est la seule région où des manières mauvaises et trop supérieures constituent un crime politique. »

L'attitude glaciale des administrateurs a une part indéniable dans le mouvement anti-anglais. En tout cas, le prestige de ces agents a fléchi : sous l'impassibilité coutumière, perce l'animosité indigène. Certains Indous, paraît-il, ne gardent même plus, devant les dominateurs, le respect extérieur, demeuré si longtemps une règle inflexible.

Entre les administrateurs et les administrés, reste donc béant un ravin profond, que le gouvernement ne cherche point à combler. Absorbé par des préoccupations multiples, le vice-roi n'a ni le temps, ni la volonté de diriger l'opinion. Telle est la situation véritable que le secrétaire d'Etat caractérise en quelques mots : « Le gouvernement connaît peu l'esprit public ; le public ignore les intentions du pouvoir. » D'où, malentendus sans issue.

Reste à examiner l'éducation, ce « puissant levier capable de soulever le monde. » L'éducation des Indous pour laquelle l'Angleterre dépense avec sollicitude des millions de *lacks* de roupies, a fait, de l'aveu des Anglais, une lamentable faillite, que les indigènes sortent des universités de la métropole ou simplement des écoles du pays. En 1901, d'après la statistique officielle, un million d'Indous écrivaient et parlaient l'anglais. Les nombreux généraux de cette armée, diplômés des universités anglaises,

citent Shakspeare, Locke et Macaulay. Ils ont coudoyé *at home* leurs futurs administrateurs ; ils ont assisté, d'un peu loin, à des *matches* interminables de *football*, de *golf* et de *polo*. Leur esprit subtil a discerné promptement chez ces pseudo-condisciples, la « satisfaction intense de soi-même, » la morgue, le parfait dédain de tout ce qui n'est pas britannique, *a fortiori* des sujets de l'Empire, aux cheveux plats, mais à l'épiderme teinté de pigment. Réfractaires à l'influence du milieu, ces transplantés observent, examinent, réfléchissent. Tout leur donne d'étonnantes leçons de choses : les discussions politiques, la lecture attentive des journaux, les événements les plus ordinaires de l'existence européenne, si différente de la leur, qu'ils croient la voir se dérouler dans une autre planète. Ils constatent sans peine qu'en Occident le peuple s'est imposé comme puissance redoutable et que le bulletin de vote confère à chaque électeur une parcelle de pouvoir. Comme conséquence logique, le souverain de l'empire britannique « ne peut toucher un sou sans un vote des mandataires du peuple, lui qui, dans l'Inde, fait et défait les rois. » Cette prépondérance de la démocratie est pour eux une révélation. Séduits par les théories égalitaires, ces jeunes étudiants conçoivent l'idée d'une patrie commune aux peuples indous qui peinent du cap Comorin aux monts Himalaya. Gavés de philosophie, de littérature et d'histoire, après avoir « bu longuement aux sources occidentales, » ils rentrent chez eux, nationalistes, avec, au cœur, au lieu d'une vive reconnaissance pour l'*Alma mater* qui leur a généreusement ouvert tant d'horizons, la haine de l'Angleterre et du nom anglais, une haine implacable, féroce, anarchique, assoiffée de destruction et de liberté.

Que trouvent-ils dans l'Inde ? Le despotisme pur, des fonctionnaires altiers, dédaigneux, dans une sphère supérieure et inaccessible. Alors, leur idéal est l'abolition du pouvoir existant : objectif à atteindre par tous les moyens, même par les bombes, si les bombes peuvent hâter le « départ » des Anglais. Ainsi, plusieurs auteurs l'ont déjà remarqué, les idées occidentales que les Indous absorbent par larges tranches et qu'ils digèrent fort mal, accroissent l'antagonisme des deux races, au lieu de rapprocher les deux camps.

Passons aux écoles indigènes que fréquentent quatre millions d'enfants. Certains maîtres, imbus d'idées très avancées, y enseignent une morale particulière. En décembre 1908, on a saisi des bombes chez l'un d'eux, à

Chittagong. Ces pédagogues, peu surveillés, contribuent à entretenir l'effervescence et préparent des générations de révoltés, en pétrissant d'idées révolutionnaires l'argile molle des jeunes cerveaux. Ils sèment en bon terrain. Déjà indisciplinés par nature, ces adolescents considèrent la rébellion comme héroïque, qu'elle s'appelle désobéissance aux lois, mépris des institutions, ou résistance au pouvoir établi. Tout révolté leur est sympathique. Ces jeunes frondeurs, les yeux remplis d'éclairs, dévorent les hauts faits des rebelles, qu'ils soient anglais, américains, japonais, persans ou russes. Ils font des vœux pour le triomphe définitif des émeutiers persans ; les attentats terroristes, qui ensanglantent les villes russes, les comblent d'aise. En fouillant dans le passé, les péripéties de l'indépendance américaine les émerveillent. Ils ne rêvent que bandes armées, coups de revolver, embuscades, poursuites échevelées, luttes sauvages, et, finalement, évacuation de l'occupant, qui, en l'espèce, est Anglais.

Quelques-uns des étudiants qui suivent, à l'étranger, des cours de droit et de médecine, prennent aussi des leçons « d'action directe. » À Whitechapel, à Patterson, à Paris, ils étudient, les *high explosives*, leur mode de conservation et d'amorçage, la façon d'obtenir un effet maximum. Tilak répète à ces jeunes propagandistes : « Un tout petit matériel suffit pour préparer les quelques bombes nécessaires à une poignée d'hommes déterminés. »

Il vint un jour où l'anarchie, jugeant superflu d'aller chercher des enseignements au loin, ouvrit à Calcutta même une école. Des « professeurs » experts inculquaient aux agents les principes indispensables. Une autorité occulte avait délimité des champs d'action où ces émissaires répandaient la doctrine. Bien entendu, la police a dispersé l'école ; mais a-t-elle extirpé le germe ?

Les *Babous* appuient leurs revendications sur les événements intérieurs de la Russie, et, chose à peine croyable, ils trouvent des encouragements chez quelques Anglais eux-mêmes. Comme un chien qui se secoue avec vigueur au sortir de l'eau, le peuple russe a secoué l'autocratie ; il a conquis sa Douma. Par quels moyens ? Par le boycottage, par la grève, par la bombe. Pourquoi l'Inde n'aurait-elle pas aussi son Assemblée nationale ? Pourquoi ce qui est bon pour les Russes ne vaudrait-il rien pour les Indous ? D'autre part, le ministère libéral encourage les audaces réformistes. Avec grand

soin, les intellectuels ont noté le mot de sir Henry Campbell Bannermann : « Un bon gouvernement ne vaudra jamais le gouvernement du peuple par lui-même. » En citant cet aphorisme, ils exigent impérieusement que l'on mette d'accord les actes avec les paroles.

Le Congrès national indou de 1904 était présidé par un ancien fonctionnaire anglais, sir Henry Cotton, adversaire résolu des procédés administratifs actuels. Ce fut un stimulant pour les réclamations indigènes, malgré le geste de lord Curzon, qui refusa de recevoir sir Henry Cotton comme président du Congrès, quand celui-ci vint lui présenter un cahier de revendications.

Enfin, M. Keir Hardie, chef socialiste à la Chambre des communes, le même qui, en janvier 1909, dressa le programme du parti ouvrier anglais, a excité les Indous contre la domination britannique. À peine débarqué au Bengale (1907), au moment où l'effervescence battait son plein, il prononça devant des indigènes quelques paroles imprudentes : « Les atrocités anglaises au Bengale égalent en horreur celles d'Arménie... Moi, député anglais, j'ai voulu voir par mes propres yeux ; aussitôt rentré à Londres, je demanderai la nomination d'une commission spéciale pour étudier la question. » La presse indigène couvrit de fleurs cet auxiliaire inattendu : « Dieu a envoyé M. Keir Hardie pour démolir la conspiration gigantesque tramée contre les Indous. »

Un journal anglais lui demande par le télégraphe des indications sur le résultat de son voyage. Voici sa réponse : « Toutes les classes de la population bengalaise m'ont accueilli avec courtoisie. Je n'ai fait aucun discours public. J'ai interrogé les radjahs, les musulmans, les magistrats, les instituteurs et les paysans. Conclusion : il n'existe pas un véritable mouvement de révolte. Une police hostile remplit les districts. Le mouvement organisé pour boycotter le commerce anglais et essayer de développer l'industrie indienne se répand avec rapidité... Les conditions économiques des paysans sont absolument déplorables. Une organisation aiguillée vers de légitimes réformes et l'application du système représentatif apaiseraient promptement l'agitation. »

Indignée, la presse londonienne accusa le député socialiste d'avoir tenu aux Indous des propos anti-anglais. Il est certain qu'à son arrivée à Calcutta, la veille des émeutes, M. Keir Hardie, dès son premier discours,

mit en cause le gouvernement métropolitain. De retour à Londres, il parla encore, et l'écho de ses déclarations retentit jusqu'au Bengale, où la presse réformiste les répandit à profusion. L'impartialité de cette enquête est pourtant douteuse. M. Keir Hardie n'a pas sondé le fond des choses ; vu son bref séjour au Bengale, il n'a pu recueillir que des appréciations de surface. Aussi, l'*Indian Secretary* réfuta-t-il sans peine ses théories.



Quels sont les remèdes capables de ramener le calme ? L'Angleterre en poursuit la recherche avec méthode, sans interrompre ses études pour l'accroissement du bien-être général. Il serait injuste de ne point rappeler brièvement ses efforts patients et coûteux.

À son arrivée dans le pays, la guerre, la peste, la famine, désolaient les campagnes et dépeuplaient les villes. Le gouvernement a mis fin à la guerre ; mais, malgré d'énergiques mesures, il demeure impuissant contre les deux autres fléaux. La peste fait, dans l'Ouest, des milliers de victimes ; la famine menace constamment la partie Nord-Ouest.

Depuis 1896, la peste a fait périr 5 millions d'Indous, malgré toutes les précautions : destruction des rats, hygiène des habitations mieux comprise, protection des moissons et des grains, afin d'affamer les rongeurs, isolement des malades, emploi de la sérothérapie. Au plus fort de l'épidémie, on colporte des bruits invraisemblables. Un jour, on accuse le gouvernement d'empoisonner les puits, les rivières, les sources. L'audacieux propagateur de ce bruit criait à la foule, en jetant dans les puits des substances inconnues, qu'il agissait par ordre des autorités.

La famine tient à plusieurs causes. D'abord, la sécheresse résultant de l'absence de mousson. Puis, les ressources ultra-modiques des paysans, provenant d'impôts trop lourds et de fermages trop élevés. S'il faut en croire M. Digby, le revenu journalier moyen de l'Indou atteindrait 2 *pence* et serait huit fois plus faible dans certains districts. Survient-il une mauvaise récolte ? le paysan, qui vit au jour le jour, ne peut payer l'impôt et le rôle de l'usurier commence. Mais si l'usurier refuse ses bons offices, le laboureur

ne peut même acheter les vivres que les Anglais importent à grands frais dans les districts éprouvés. Alors, il se résigne à mourir. Des bandes faméliques de squelettes ambulans errent sur les routes, éparpillant çà et là ceux qui tombent pour ne plus se relever.

Et pourtant, le gouvernement lutte avec vaillance pour assurer au paysan le riz quotidien. Sous le nom de *Famine Fund*, il a créé des ressources particulières pour atténuer cette calamité ; il améliore les routes, les voies ferrées, les canaux d'irrigation. En 1864, les canaux irriguaient 625 000 acres ; en 1900, 6 millions d'acres. Depuis le commencement de l'occupation, plus de vingt famines ont désolé le pays, et, chiffre tristement éloquent, en 1899, un million d'Indous sont morts de faim.

Aujourd'hui, de nouveaux soucis se greffent sur les anciens. Il faut refréner la révolte et modifier l'administration, en commençant par un recrutement plus rationnel des fonctionnaires. Lord Cromer « déplore que la porte ouverte au concours soit assez large pour démocratiser le *Civil Service*. Des emplois importants sont assignés à des Européens [de deuxième ou de troisième ordre, qui font plus de mal que de bien. Aussi longtemps que l'Inde a été administrée par des fils de *gentlemen*, l'agitation ne s'étendit pas. » Lord Cromer pourrait ajouter que cette colonie n'est plus l'Eden d'autrefois et que les meilleurs élèves d'Oxford et de Cambridge, qui s'en disputaient les places, vont aujourd'hui chercher fortune dans d'autres coins de l'Empire.

Inquiète de l'agitation actuelle, la métropole trace en toute occasion des règles propres à rétablir la tranquillité. Le 1^{er} novembre 1908, cinquantième anniversaire de l'incorporation de l'Inde à la couronne britannique, Edouard VII, dans son message aux princes et aux peuples de l'Inde, signale la nécessité de réprimer sans pitié les conspirations ourdies contre la domination anglaise. En revanche, il fait miroiter dans le lointain une extension du régime représentatif, une plus large collaboration des princes, une augmentation de solde pour les troupes indigènes et l'admission des Indous à exposer leurs desiderata. Peu après la lecture du message impérial, le Conseil législatif de l'Inde vota une loi d'exception (déc. 1908) qui a pour but : 1° la simplification de la procédure pour les crimes anarchistes ; 2° l'application de la prison et de l'amende aux membres des associations anarchistes ; les administrateurs et directeurs seront frappés de trois ans de

prison, et, en outre, passibles d'amende. Le tribunal (trois juges sans jury) fonctionnera d'abord au Bengale, avec faculté, pour le vice-roi, de l'étendre à d'autres provinces.

Le chapitre des réformes politiques n'est qu'entr'ouvert. Malgré l'affirmation de M. Keir Hardie : « les Bengalais peuvent se gouverner eux-mêmes comme les Canadiens, » lord Morley n'est pas disposé à donner aux *Babous* des satisfactions immédiates et complètes. C'est en vain qu'un député radical, M. Rutherford, a réclamé pour ce pays des assemblées provinciales et une Douma. Lord Morley, peu enthousiaste, tança l'auteur de cette proposition : « Impossible, dit-il, d'appliquer à l'Inde les méthodes européennes. La bureaucratie de ce pays est un mécanisme merveilleux fait pour opérer la tâche la plus splendide qui ait été confiée à une nation. » Cette phrase pompeuse ne résolvait rien. Fort heureusement, depuis cette époque, le secrétaire d'État a laissé le dithyrambe pour étudier sérieusement les réformes. Il a reconnu que la situation actuelle constitue un chapitre important des relations anglo-indiennes : « Le gouvernement a devant lui une tâche formidable ; il importe de l'envisager avec un grand sang-froid. » Comme sanction, il recommandait aux Communes plusieurs réformes : organisation d'un comité consultatif des notables ; élargissement des pouvoirs du Conseil et des pouvoirs législatifs provinciaux ; nomination par le secrétaire d'État de deux indigènes, membres du Conseil de l'Inde ; représentation plus effective de l'élément indou dans les conseils des provinces actuellement envahis par les intellectuels, qui ne sont que les délégués d'une infime minorité. C'est le Conseil de l'Inde qui a reçu la première amélioration. Créé après l'insurrection de 1857, ce conseil, qui siège à Whitehall, comptait 12 membres choisis parmi les hauts fonctionnaires du pays. En 1907, les Chambres anglaises ont porté ce nombre à 14, par l'adjonction de deux membres indigènes, un musulman et un Indou. Puis, en 1909, lord Morley, continuant à passer des promesses aux actes, a fait voter par le parlement un projet de réforme administrative, aux termes duquel plusieurs membres des conseils législatifs seront désormais élus par le suffrage direct.

En résumé, après le vote des lois d'exception contre les anarchistes, le gouvernement a étudié une série de mesures en vue d'initier peu à peu les Indous à l'administration du pays.



La métropole, qui prend d'énergiques décisions pour enrayer le mouvement nationaliste, doit, si l'on en croit lord Salisbury, s'armer de patience : « Il est plus aisé de combattre la peste ou le choléra, qu'un sentiment populaire. » Sans doute ici, l'esprit réformiste, loin d'être populaire, n'est encore que le privilège d'une infime minorité d'intellectuels qui s'intitulent la « Jeune Inde. »

Du jour au lendemain, la métropole ne saurait évidemment accorder en bloc les satisfactions chères aux plus modérés. L'Inde ne peut encore aujourd'hui se passer des Anglais. Écoutez sir Henry Cotton : « Évacuer l'Inde immédiatement et sans précautions correspondrait à l'acte d'un homme qui s'emparerait d'un enfant pour l'abandonner dans une jungle pleine de tigres. » Toutefois, les Anglais tiennent compte de l'esprit nouveau qui fermente du Nord au Sud. Ils sentent qu'une action s'impose en faveur de cette riche colonie, même à ne considérer que son rôle commercial : les échanges anglo-indiens ont atteint 5 milliards et demi en 1907.

L'évolution se poursuit lentement parmi ces peuples. Déjà, l'enseignement occidental a porté quelques atteintes au système des castes. On rêve en songeant qu'avant la révolte de 1857, les Indous ne pouvaient, sans souillure, toucher aux produits européens, ni voyager sur mer sans encourir les foudres des brahmanes. Tout cela est de l'histoire ancienne ; mais nous sommes encore fort éloignés de la fusion si désirable. Seuls, des rêveurs entrevoient dans les brumes de l'avenir l'abolition de cette hiérarchie surannée, qui entraînerait l'esprit d'entreprise, la fondation d'associations financières, de sociétés de bienfaisance et de secours, de mutualités si fécondes en résultats ; qui, enfin, mettrait en circulation pour des travaux d'intérêt public les millions de *lacks* de roupies accumulés dans les cachettes. Ce serait une révolution.

Quelle politique l'Angleterre doit-elle adopter à l'égard des indigènes ? L'aphorisme : « Nous avons conquis l'Inde par l'épée, nous la conserverons par l'épée, » a fait son temps. Il faudrait, semble-t-il, donner plus

d'élasticité à la machine administrative et, avec toutes les gradations nécessaires, substituer, à l'autorité inflexible, l'assimilation.

La métropole entre avec prudence dans cette voie, où l'Égypte l'a précédée. À la fin de 1908, sir Eldon Gorst a autorisé la formation du ministère Boutros Pacha, pour donner satisfaction à l'opinion égyptienne et changer le système administratif purement anglais, qui n'a donné que des mécomptes. Cette audacieuse combinaison semblait renverser les rôles, les nouveaux ministres devenant, pour ainsi dire, les inspirateurs des occupans. Il ne s'agit point pour l'Inde d'une réforme aussi radicale, la population de ce pays étant beaucoup moins avancée que celle de l'Égypte.

Avant de songer à toute assimilation partielle, une première tâche s'impose : préparer les natifs par l'éducation. Malgré les déconvenues dont nous avons parlé plus haut, l'enseignement toujours plus largement développé apparaît comme le pivot de la politique anglo-indienne.

Question des plus délicates, qui consiste à prendre corps à corps ce problème si complexe : adapter les méthodes à la mentalité indigène, dans les trois cycles, primaire, secondaire et supérieur. C'est une véritable énigme à déchiffrer, comprenant : la constitution des programmes, l'inspection très stricte des écoles, la sélection des professeurs et des maîtres ; mais, d'abord, la fixation d'une limite, puisque ces intelligences n'assimilent pas convenablement ce que nos cerveaux d'Occident absorbent sans difficulté : tout ce que les jeunes Indous apprennent à l'étranger se superpose à leurs propres idées. Cette question réclame beaucoup de tact et de doigté.

Nous savons par expérience quelle prudence exige l'initiation des Extrême-Orientaux aux civilisations européennes, combien il est difficile de réaliser l'*Entente cordiale*, à ce point de vue, entre des régions si différentes. Chaque année, un groupe d'Indo-Chinois débarquait à Marseille, pour étudier notre commerce, notre industrie, nos finances, et l'on attendait de cette mesure les plus heureux résultats. C'est le contraire qui s'est produit. Ces privilégiés, n'apercevant que la surface des choses, laissaient leurs illusions en Europe, et, rentrés en Annam, ils prenaient sur leurs compatriotes une si détestable influence qu'il fallut modifier les réglemens. Désormais, au lieu d'envoyer en France des hommes faits, à peu près quelconques, on n'y expédiera plus que de tout jeunes gens présentant

des garanties. Avec ces règles nouvelles, le choc brusque des deux civilisations produira-t-il de meilleurs résultats ? On ne peut que l'espérer.

Dans l'Inde, le temps presse. Certains pessimistes, auxquels le meurtre de sir W. H. Curzon Wyllie fournira des argumens nouveaux, considèrent la situation comme tellement grave qu'ils se demandent si, par une cruelle ironie, les victoires des alliés nippons n'auraient pas sonné le glas de l'empire britannique. Déjà, l'Égypte remuait ; aujourd'hui, l'Inde s'insurge. Faut-il voir dans ces mouvemens des prodromes de l'écroulement final ? Ce serait l'Angleterre frappée au cœur, si « l'Inde n'est pas un simple appendice, mais le pivot de l'Empire lui-même. »

Nous ne croyons pas à ces sombres pronostics. Au lieu de se laisser acculer, l'Angleterre fera les concessions nécessaires. Elle voudra diriger le mouvement pour le conduire et réaliser la prophétie de sir Henry Cotton : « Tôt ou tard, l'Inde reprendra son rang parmi les peuples de l'Orient. »

A. DAVIN.

1. ↑ « Salut à la Patrie ! »

2. ↑ Le budget de 1902-1903 accusait un excédent de recettes de 115 millions de francs.

3. ↑ Vice-roi de l'Inde, de 1898 à 1905. Il donna sa démission (août 1905) à la suite de démêlés retentissans avec lord Kitchener, commandant en chef de l'armée des Indes.

À propos de cette édition électronique

Ce livre électronique est issu de la bibliothèque numérique [Wikisource](#)^[1]. Cette bibliothèque numérique multilingue, construite par des bénévoles, a pour but de mettre à la disposition du plus grand nombre tout type de documents publiés (roman, poèmes, revues, lettres, etc.)

Nous le faisons gratuitement, en ne rassemblant que des textes du domaine public ou sous licence libre. En ce qui concerne les livres sous licence libre, vous pouvez les utiliser de manière totalement libre, que ce soit pour une réutilisation non commerciale ou commerciale, en respectant les clauses de la licence [Creative Commons BY-SA 3.0](#)^[2] ou, à votre convenance, celles de la licence [GNU FDL](#)^[3].

Wikisource est constamment à la recherche de nouveaux membres. N'hésitez pas à nous rejoindre. Malgré nos soins, une erreur a pu se glisser lors de la transcription du texte à partir du fac-similé. Vous pouvez nous signaler une erreur à [cette adresse](#)^[4].

Les contributeurs suivants ont permis la réalisation de ce livre :

- Yann
- Phe-bot
- Zoé
- Hsarrazin
- TptBot
- Cantons-de-l'Est
- ThomasBot
- Phe
- Bernard54
- Ernest-Mtl
- Aristoi
- Bartek

-
1. [↑ http://fr.wikisource.org](http://fr.wikisource.org)
 2. [↑ http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/deed.fr](http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/deed.fr)
 3. [↑ http://www.gnu.org/copyleft/fdl.html](http://www.gnu.org/copyleft/fdl.html)
 4. [↑ http://fr.wikisource.org/wiki/Aide:Signaler_une_erreur](http://fr.wikisource.org/wiki/Aide:Signaler_une_erreur)